



AMBASSADE DE SUISSE
EN URUGUAY

Réf.: 382.0 - I/dk

Lettre politique No 9

URUGUAY

Agitation estudiantine

an						a/a
Datum						16.9
Visa						HOF
EPD		16. Sep. 1968				
Ref p.A. 21.31.		Montevideo				

MONTEVIDEO, le 26 août 1968

Calle Ingeniero Federico
Abadie 2936/40 -piso 11 -Pocitos
Adresse postale: Casilla de Correo 810
Téléphones 7.49.58 - 7.54.52

Monsieur l'Ambassadeur Pierre MICHELI
Secrétaire général du Département
politique fédéral

3003 B e r n e

Monsieur l'Ambassadeur,

Les chances d'une solution par le dialogue du conflit qui oppose la jeunesse universitaire uruguayenne au pouvoir établi ne cessent de se réduire. Le décès, la semaine passée, d'un étudiant blessé par la police, a suscité chez ses camarades une "détermination de résistance" qui oblige les autorités à maintenir la police en état d'alerte.

Toutes proportions gardées, les difficultés en Uruguay de parvenir à une entente sont plus grandes qu'ailleurs. Pour plusieurs raisons: Tout d'abord parce que les autorités n'ont pas d'interlocuteur valable. Il existe bien à Montevideo un Conseil central universitaire, composé de professeurs, mais ses tendances communistes et même pro-chinoises sont si marquées que le Gouvernement ne peut s'attendre à aucune compréhension de sa part. A tel point que, devant son attitude intransigeante et ses encouragements aux agitateurs, il a été obligé de le destituer en bloc. Puis, parce que parmi les "enragés" de Montevideo, on ne peut déceler aucune véritable tendance, sauf celle à la destruction et au vandalisme. Enfin, parce que l'infiltration communiste parmi les étudiants uruguayens est

./.

Dodis



particulièrement forte. Certaines facultés, en particulier la "facultad de ingeniería", qui dépend de l'université centrale, sont de véritables fiefs communistes, et une récente perquisition par la police a permis de découvrir un arsenal d'armes et d'objets contondants divers, y compris des bombes "molotov", que les étudiants utilisaient dans leur échauffourées avec la police.

Les désordres au centre de Montevideo ont atteint leur maximum d'intensité lorsque s'est propagée la nouvelle du décès de l'étudiant blessé. Ce dernier, bien qu'immatriculé dans une faculté, n'avait d'ailleurs rien d'un véritable étudiant. Il s'agissait d'un affilié au parti communiste, âgé de 28 ans et camouflé en étudiant. Après son enterrement, la tourbe de ses partisans a dévalé dans les rues centrales de Montevideo, détruisant tout sur son passage et causant des dégâts estimés à près de 40 millions de pesos. La police avait reçu ordre de ne pas intervenir et de laisser les vandales agir à leur guise. Ceci pour deux raisons: D'une part, pour éviter des chocs sanglants, la plupart des manifestants étant armés, et d'autre part, très habilement, pour démontrer à la population de Montevideo ce qu'il adviendrait si les forces de l'ordre n'étaient pas là pour la protéger. Les agitateurs sont tombés dans ce piège. Le lendemain, lorsque la population a pu se rendre compte des destructions qu'ils avaient causées, ce fut une vague d'indignation. Devant cette réaction de l'opinion publique, le parti communiste s'empessa de décliner toute responsabilité en alléguant que les vandales ne devaient pas être cherchés parmi ses membres. Mais il était trop tard et le peuple uruguayen avait soudain pu entrevoir ce que le pays serait devenu s'il était livré à la horde communiste.

Pendant les jours suivants, un calme relatif succéda à la fièvre antérieure. Puis l'agitation reprit. Pas avec

la même intensité, mais suffisamment pour que le centre de la ville continuât à être peu sûr. Des agitateurs organisent chaque jour des manifestations éclair et perturbent l'ordre public. Il n'est pas rare de les entendre crier des slogans exigeant la démission du Président de la République et le traitement d'assassin. Le Président, ainsi que tous ses plus proches collaborateurs, ne peuvent plus se déplacer qu'entourés de gardes du corps.

Ainsi se prolonge une situation qui fait le plus grand tort au pays. Alors que ce dernier aurait le plus grand besoin de concentrer tous ses efforts sur une augmentation de la production - le seul moyen de lutter efficacement contre le marasme économique qui l'afflige - l'état d'agitation permanente dans lequel il vit l'empêche de se consacrer à des tâches utiles.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse

Murru